

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

**PROTESTEZ TOUS !
EMPECHEZ
l'assassinat des
ROSENBERG**

SOLIDARITÉ AUX PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD

PCF et PS doivent organiser en commun des manifestations contre la terreur colonialiste

L'assassinat du leader syndical tunisien Ferhat-Ached imprime brutalement un cours nouveau aux événements d'Afrique du Nord. Il brise la trêve relative qui avait été la conséquence de l'ouverture du débat sur l'affaire tunisienne à l'O.N.U. Un immense mouvement de protestation qui a éclaté presque simultanément au Maroc et en Tunisie est en train de s'étendre à toute l'Afrique du Nord. La répression colonialiste s'est également déclenchée sans tarder comme si l'odieux attentat contre Ferhat-Ached avait été le signal qu'attendait le colonialisme français pour recourir à nouveau à la violence contre le mouvement d'indépendance.

Le gouvernement français et son repré-

sentant en Tunisie de Hauteclouque flétrissent hypocritement l'assassinat et prétendent vouloir faire toute la lumière mais en même temps ils déportent dans le Sud Tunisien les principaux dirigeants des syndicats, du Néo et du Vieux Destour, montrant ainsi clairement leur volonté de décapiter le mouvement national. Ils irritent directement les masses arabes en leur arrachant la dépouille de leur dirigeant et font tirer sur les manifestants qui, au Maroc et en Tunisie, clament leur indignation. Mais la comédie de la recherche des responsabilités ne trompe personne. De Rabat à Tunis aucun indigène n'a besoin d'enquête policière, aucun indigène n'a besoin de savoir qui est directement responsable du crime. C'est

le colonialisme qui a frappé Ferhat-Ached afin d'essayer une nouvelle fois de briser la résistance des masses Nord-Africaines et tenter d'affirmer par une violence accrue sa domination chancelante.

Ainsi que nous l'avions laissé prévoir dans notre dernier numéro les débats sur l'affaire tunisienne à l'O. N. U. ont été avant tout un écartant marchandage entre les principaux impérialismes.

La bourgeoisie française veut tenter un suprême effort pour prouver au monde capitaliste qu'elle est capable de maintenir l'ordre dans ses colonies et pour éviter la « relève » que souhaite opérer les Etats-Unis sous le couvert de l'O. N. U.

Les débats de Lake-Succès sur l'affaire tunisienne, bien qu'à peine entamés, ont été dominés par les querelles inter-impérialistes. Il est aisé de voir dès à présent que ce qui est mis en question n'est pas la domination colonialiste mais seulement le fait de savoir qui l'exercera ou la contrôlera. Et l'assassinat de Tunisie, ainsi que les déportations et les fusillades qui l'ont suivi viennent brutalement et tragiquement répondre aux illusions des délégations arabo-asiatiques, illusions d'ailleurs trop souvent partagées par certains dirigeants Nord-Africains. En France et dans le monde une certaine presse, plus ou moins libérale, veut faire croire que les provocations et la répression du colonialisme français se retourneraient contre lui et que les autres impérialismes s'en désolidariseraient.

La réalité est toute autre. Si l'épreuve de force que l'impérialisme français vient de déclencher mettait la domination colonialiste en péril il trouverait un appui certain auprès du reste du monde capitaliste.

Les événements actuels d'Afrique du Nord sont un des maillons de la chaîne qui conduit à la suprême lutte entre les forces de la révolution et de la contre-révolution.

Ils prouvent que le règlement de compte entre les peuples opprimés et leurs oppresseurs ne peut être plus longtemps différé, qu'aucune négociation internationale ne peut l'éviter et que les compétitions inter-impérialistes, loin de le retarder, ne font que le précipiter.

L'écrasement des révolutions coloniales est une nécessité impérieuse pour le monde capitaliste, c'est une des pièces maîtresses de son plan de préparation d'une troisième guerre mondiale.

La nouvelle offensive du colonialisme français en Afrique du Nord s'inscrit dans ce cadre. Le prolétariat mondial et en particulier la classe ouvrière française doivent tout faire pour que cette offensive soit brisée. La lutte de nos frères Nord-Africains, en accentuant les difficultés de notre propre bourgeoisie renforce notre propre lutte. Les grèves et les manifestations de Tunisie et du Maroc sont un appel à l'action de solidarité du mouvement ouvrier français. En y répondant immédiatement et vigoureusement nous œuvrerons à notre propre victoire.

C'est le devoir des organisations ouvrières françaises d'appeler ensemble à des manifestations de solidarité envers les peuples Nord-Africains. Pour un tel objectif elles doivent faire l'unité d'action sans tenir compte d'aucune divergence car seule cette union paralysera la répression et les assassinats en Tunisie, au Maroc et en Algérie.

Henri VERNIER.

A la 12^e session du Comité Exécutif de la 4^e Internationale

LA GUERRE POSSIBLE EN 1953

par Jean-Paul Martin

L'année qui se termine fut remplie d'événements importants.

L'évolution de la situation internationale s'est accentuée dans le sens d'une aggravation de la crise générale du capitalisme et d'un nouveau développement des forces de la Révolution socialiste mondiale.

L'ECONOMIE DE GUERRE, REMEDE SANS LENDEMAIN

La situation économique des pays capitalistes, malgré l'important programme de réarmement, a regressé et des phénomènes de crise mineure sont apparus dans plusieurs pays de l'Europe occidentale en particulier : stagnation et même recul de la production industrielle (particulièrement par rapport à celle des mois correspondants de l'année 1951), augmentation du chômage chronique et surtout partiel, baisse des exportations.

En France ces phénomènes ont pris une ampleur, ainsi que le constate le rapporteur général du budget Barangé, plus grande qu'ailleurs.

La production capitaliste restaurée dans son ensemble à ses niveaux d'avant-guerre (qu'elle dépasse même dans certaines branches) ne trouve pas les débouchés nécessaires. Ces derniers au contraire, à la suite des révolutions coloniales et l'apparition des nouveaux Etats ouvriers aussi bien en Europe qu'en Asie, sont plus restreints que jamais.

D'autre part les dépenses de réarmement, malgré leur ampleur, ne s'avèrent pas capables de substituer à ce manque de débouchés naturels.

Dans les pays de l'Europe occidentale elles stérilisent une partie du pouvoir d'achat des masses, paralysent et parfois stoppent complètement l'activité d'une série des branches économiques intéressantes la production civile.

Aux Etats-Unis, malgré l'ampleur exceptionnelle du programme d'armement, nous sommes maintenant loin du boom qui a caractérisé l'économie américaine au lendemain de la guerre de Corée. Les perspectives de l'évolution économique dans ce pays s'assombrissent au fur et à mesure que le réarmement approche de son niveau le plus élevé (qui sera atteint vers la fin de l'année prochaine).

Sur la base de ces difficultés économiques et du mécontentement grandissant des masses subissant les conséquences de la préparation à la guerre de la bourgeoisie, les antagonismes inter-impérialistes s'avivent de nouveau, la concurrence et la lutte pour les débouchés reprennent de plus belle, et ont déjà amené une sorte de « crise » de toute la politique « atlantique ».

L'inertie de Washington pendant toute la campagne présidentielle a favorisé ces derniers développements.

LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE DANS LE MONDE ET LA REACTION AUX U. S. A.

D'autre part nous avons assisté à l'extension et l'approfondissement de la révolution coloniale de par le monde. Cette dernière, commencée en extrême-Orient, a gagné le Proche-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine.

Les événements de cette année en Iran, Egypte, Irak, Tunisie, Maroc, Kenya, Afrique du sud, Bolivie, Chili, Venezuela, illustrent ces nouveaux progrès de la révolution coloniale qui minent les dernières positions de l'impérialisme et aggravent sa crise générale.

Dans plusieurs pays métropolitains la radicalisation des masses s'est accentuée, en s'exprimant dans les succès remportés par les organisations réformistes de masse aux élections, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, dans les progrès des tendances « bevanistes » au sein de ces organisations, et dans certaines luttes d'envergure comme celle menée contre le service de 2 ans en Belgique.

Par contre aux Etats-Unis la victoire d'Eisenhower a démontré une polarisation importante autour des milieux dirigeants les plus réactionnaires de ce pays.

En U.R.S.S., en Chine et dans les « démocraties populaires » européennes, des progrès économiques importants sont enregistrés contrastant avec la régression économique des pays capitalistes.

Sur la base de ces progrès économiques et aussi culturels, les tendances antibureaucratiques se renforcent en U.R.S.S., ainsi que cela se dégage indirectement aussi bien du vé-

(Suite page 3.)

L'affaire Marty-Tillon révèle la pénétration de nos idées dans le P. C. F.

Le Comité Central du P. C. F. s'est prononcé, il y a 48 heures, sur A. Marty et Ch. Tillon. Le C. C. qui a seulement entendu lire des textes de Marty (il ne les a pas lus par écrit) a décidé que ces documents ne seraient pas publiés par le Parti. Autrement dit leur publication et leur diffusion auprès des membres du P. C. F. entraîneraient l'exclusion.

Tillon est renvoyé à la base, en attendant.

Le sort d'A. Marty est remis à sa cellule qui doit se prononcer sur « ses liaisons avec des éléments policiers » et sur tous les défauts qui lui sont soudainement découverts, notamment « un comportement de capitulaire, de paniqué » (Humanité, 19 novembre). L'exclusion ne saurait donc tarder.

Ainsi, les membres du P. C. F. jugeront Marty sur des accusations qu'il a refusé de contresigner, mais pas sur des positions politiques qu'il a exprimé par écrit.

Dans l'intense campagne menée contre lui et dans le rapport de Mauvais, ont été mises en avant des accusations politiques qui ne pourront être escamotées : rôle de l'Union Soviétique, rôle et politique nationale du parti pendant la guerre, action pour la défense de la paix, questions de la jeunesse, questions coloniales, conception du Parti, question du front unique avec le parti socialiste.

Et aussi des déviations sur la question du trotskysme : « Ce n'est certainement pas pas par hasard que, se référant au trotskysme, André Marty écrit : « Un parti (trotskyste) dit d'opposition à notre P. C. F. » laissant croire ainsi que le trotskysme

est un courant dans le mouvement ouvrier au lieu de s'exprimer suivant notre caractéristique politique sur cette bande de policiers et provocateurs à la solde de l'ennemi. » (Humanité, 19 novembre.)

Jusqu'à présent, les conceptions de Marty sont inconnues de l'opinion ouvrière. Nous ne pouvons prendre les griefs politiques formulés contre lui que comme une indication de son orientation. D'une façon générale, il aurait été contre la soumission de la politique du P. C. F. aux variations de la diplomatie soviétique, contre la participation au gouvernement capitaliste à la fin de la guerre et contre la politique du « produire d'abord », c'est-à-dire contre une politique de rétablissement de l'Etat et de l'économie capitalistes et pour une politique de mobilisation des masses pour la prise du pouvoir ; il aurait été contre la politique de lutte pour la paix réduite à des pétitions et des signatures ; il serait même pour une politique de front unique de parti à parti.

Toutes ces positions ou des positions orientées dans ce sens se rapprochent ou s'identifient effectivement avec celles que le P. C. I. (section française de la IV^e Internationale) a défendues depuis plusieurs années. Nous avons dans les précédents numéros de notre journal montré la justesse de ces positions contre les prétendues démonstrations de la direction du P. C. F.

Mais ces positions n'étaient pas seulement celles des trotskystes ou celles que Marty aurait défendues dans le privé, elles étaient aussi partagées par de nombreux

Pierre FRANK.

(Suite page 4)

Plus qu'un mois pour les 200.000 francs Combattants de la Paix, imposez une lutte active

contre le capitalisme

L'appel que nous avons adressé aux lecteurs et anciens abonnés de « La Vérité » a porté ses fruits. Nous avons reçu ces dernières semaines des dizaines et des dizaines d'abonnements à « La Vérité des Travailleurs ». Dans les nombreuses lettres qui nous sont parvenues et dont nous donnons par ailleurs quelques extraits, ainsi que dans les quelques mots qui accompagnaient souvent le mandat, ce qui apparaissait clairement c'était l'attachement de ces camarades à l'Internationale. Ceci explique pourquoi beaucoup se sont également abonnés à la Revue IV^e Internationale.

Ami lecteur, aide-nous à faire réussir la campagne des 200.000 francs. Ainsi « La Vérité des Travailleurs » sera diffusée de plus en plus largement.

Envoie-nous ton soutien.

Abonnes-toi si tu ne l'es pas encore.

Le camarade K. nous écrit:

Cher camarade,

Tout d'abord je tiens à te faire remarquer que je reste fidèle à la ligne de la IV^e Internationale. Jusqu'à mon incorporation dans l'armée qui aura lieu vraisemblablement en avril prochain je continuerai à faire le maximum pour le P. C. I.

D'une lettre du Doubs:

Je désire être abonnée à la IV^e Internationale et pour ce faire je vous envoie un mandat qui égale le prix de six numéros... Je désire de même être abonnée à « La Vérité des Travailleurs »...

Du camarade H.:

...Ce qui est certain, c'est que je désapprouve totalement l'action du groupe Lambert-Bleibtreu, ne serait-ce que du point de vue organisationnel. Ou l'on est marxiste-internationaliste révolutionnaire et alors on reste dans l'Internationale, ou on la quitte, mais alors c'est que l'on n'est pas conséquent avec soi-même.

D'un lecteur de Bretagne:

...J'envoie par le même courrier un virement à votre C. C. P. pour un abonnement d'un an à « La Vérité des Travailleurs ». Sans être trotskyste je suis avec intérêt toutes les tentatives en vue de la transformation de la société pour le bien-être des travailleurs et la solution de tous les problèmes qui s'y rattachent...

Liste n° 11/4, 2.950; liste n° 18/6, 600; liste n° 41/2, 300; liste n° 10, 2.250; Liste belge: un mineur, 1.400; un métallo, 130; un ouvrier des A.C.E.F., 65; un verrier, 2.250; un mineur, 1.400; un métallo, 130; un électricien, 350; un typo, 120; Nicolas P., Verviers, 300; François C., Herstal, 500; un employé des A.C.E.C., 350; Jean Marie, 150; un typo, 78; un mineur, 360; un ouvrier des A.G.E.C., 65; un verrier, 30; un métallo, 350; Robert Laru, 175; liste 14, 600; liste 128, 2.675; liste 218, 10.045; Denise Castiel, 500; Maurice Senoise, 1.000; liste 131, 1.600; Lucienne, 200; Charles Garcia, 900; liste 10, 2.000; liste 176, 500; R. Louis, 500; Travailleurs Viet-Namiens (listes 35 et 38), 6.950; Saigon, 2.500; abonnements, 8.600. — Total: 49.023. — Total précédent: 88.502. — Total général: 137.525.

Abonnement: 1 an 200 francs.

C. C. P. 6964-96

CORVIN c/o P. FRANK,
10, rue de Lancry, Paris

« La Vérité des Travailleurs » est en vente dans les kiosques des métros et des gares de la région parisienne.

A partir du numéro de janvier elle le sera également dans les gares des chefs-lieux et des sous-préfectures.

POUR LE FRONT UNIQUE ENTRE LE PS ET LE PCF

Pierre Frank se désiste pour Léon Feix

L'élection du 1^{er} secteur de Paris apporte plusieurs enseignements: Du côté bourgeois, observons que la bourgeoisie parisienne a dédaigné le R. P. F. pour « l'Indépendant ».

Le candidat socialiste ne retrouve ni les voix du professeur Rivet, ancien député du secteur, ni même les électeurs socialistes de 1951.

En ce qui concerne le candidat du P.C.F. Feix, la variation de pourcentage (de 25,7 à 24,8 %) par rapport à l'an dernier correspond à près de 40.000 voix en moins. Incontestablement, cela provient du grand nombre d'abstentions; celles-ci sont particulièrement sensibles dans les deux arrondissements les plus ouvriers, le 13^e et le 15^e, où elles dépassent 48 %. On ne peut attribuer ce fait qu'au grand trouble provoqué par l'affaire Marty-Tillon, ce secteur étant notamment celui où Marty était tête de liste. Marty ne fut pas appelé à défendre la candidature de Feix, tandis que certains orateurs du P. C. F. le combattirent dans les préaux d'école.

Mais la direction du P. C. F. montra particulièrement sa nervosité en se livrant à plusieurs reprises dans « L'Humanité » à de violentes attaques contre le trotskysme qui pouvait polariser une telle réprobation envers la campagne contre Marty.

Nous avons mené notre campagne dans ce secteur sur les mots d'ordre du « front unique Parti Communiste-Parti socialiste » et du « gouvernement communiste-socialiste ». Nos deux circulaires (à un demi million d'exemplaires chacune) et nos affiches ont justifié ces mots d'ordre. La situation dans ce secteur en ce qui concerne la candidature de notre Parti fut troublée par la candidature Renard, présentée par ceux qui ont rompu avec la IV^e Internationale, et qui déversèrent d'abominables mensonges (1). Le résultat de l'élection, c'est-à-dire les 2.028 voix sur le nom du Camarade P. Frank, du Secrétariat de la IV^e Internationale, et les 1.255 voix sur le nom de Renard, montre: a) que, bien que troublés, les électeurs ont en majorité fait confiance au candidat présenté par la IV^e Internationale, et à son programme et qu'ils se sont, en majorité, détournés de ceux qui ont employé la calomnie et ont moins développé un programme que cherché à exploiter la stalinophobie; b) que le nombre des voix sur les candidats se revendiquant de la IV^e Internationale (plus de 3.200) dans cette situation, et compte tenu des chiffres recueillis précédemment par des candidats trotskystes dans divers secteurs de la Région parisienne, témoigne que le courant qui se manifeste sur le programme de la IV^e Internationale est relativement important et non négligeable par rapport aux suffrages du candidat P. C. F.

Au deuxième tour, nous appelons tous les travailleurs, et plus particulièrement ceux qui, pour une raison ou une autre, se sont abstenus et ceux qui ont voté pour le P.S.,

à voter pour le candidat du P. C. F. et à faire ainsi une manifestation de front unique ouvrier contre la bourgeoisie.

(1) Voici des extraits d'une circulaire et d'une affiche signées Renard:

« Pierre Frank a rompu... avec le P. C. I. ...en préconisant la capitulation devant la politique stalinienne par l'entrée dans le P. C. F. Sa candidature qui va dans le même sens que les attaques calomnieuses quotidiennes de « L'Humanité » et vise à dresser toujours plus d'obstacles entre le trotskysme et les travailleurs désorientés par la politique de Staline.

« Il a rompu avec le programme trotskyste et avec le P. C. I. en déclarant: « Aujourd'hui la politique des Staliniens n'est pas discutable », [« citation » forgée de toute pièce!]

« Il s'abaisse à demander à la police la saisie du journal « La Vérité », des circulaires, des affiches et des bulletins de vote au nom de Renard, le seul candidat trotskyste.

« Pas une voix ouvrière ne s'égara sur l'auteur d'aussi méprisables manœuvres: Pierre Frank. »

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de publier cette prose infecte, mais il nous a paru nécessaire de le faire, car, mieux que tout autre chose, elle leur fera saisir la distance qui sépare aujourd'hui ceux qui l'en écrivent de la IV^e Internationale.

Sur une escroquerie contre la IV^e Internationale

Le Comité Exécutif International, dans sa 12^e session, a approuvé les mesures prises en juillet dernier par le Secrétariat International contre le groupe Bleibtreu-Lambert pour rupture de discipline. Les dirigeants de ce groupe ont vu leurs suspensions transformées en exclusion.

Ce groupe est un groupe purement national, sans affiliation internationale, répudié par les trotskystes du monde entier. Alors que la IV^e Internationale se refuse à porter la moindre responsabilité pour ce groupe, celui-ci, malgré l'interdiction formelle qui lui en a été faite, continue à se présenter publiquement sous le nom de « Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) », particulièrement à l'élection partielle de Paris.

C'est une escroquerie politique. Ce groupe veut disposer auprès de l'opinion ouvrière de l'autorité de l'Internationale sans remplir d'obligations envers celle-ci. Il tente de faire porter à toute l'In-

ternationale la responsabilité de sa politique et de son activité condamnées par toutes les instances de notre mouvement international.

Si quelqu'un avait pris, par exemple, le nom de Frank pour s'approprier des fonds destinés à la IV^e Internationale, chacun aurait compris qu'il s'agissait d'une escroquerie nécessitant des poursuites judiciaires. Utiliser le nom du mouvement trotskyste international pour gagner du crédit auprès de l'opinion ouvrière est non moins condamnable. Pour pouvoir faire acte de candidature, nous avons été obligés de nous pourvoir devant le Conseil de Préfecture contre une décision du Préfet et nous avons obtenu gain de cause. Et pour que publiquement il n'y ait pas de doute que ce groupe s'affuble d'une étiquette à laquelle il n'a pas droit, nous avons engagé une action devant le tribunal.

Ne disposant d'aucun argument valable sur le terrain juridique de la propriété du nom, ceux qui ont déserté la

A mesure que grandit le danger de la guerre impérialiste, grandit l'opposition des masses à cette guerre. Même si cette opposition ne prend pas actuellement la forme d'actions précises et efficaces, elle n'en est pas moins réelle et croissante. Pour preuve nous prendrons le grand rassemblement qui vient d'avoir lieu à la Porte de Versailles à Paris, où près de 50.000 travailleurs se sont rassemblés, pour manifester leur hostilité à la 3^e guerre mondiale et leur désir de combattre pour la paix.

Dans ce rassemblement il y avait l'avant-garde du prolétariat parisien généralement organisée ou influencée par le Parti Communiste Français. Mais il y avait aussi des petits commerçants, des artisans, des fonctionnaires, des intellectuels, des cadres industriels. C'était incontestablement la partie la plus combattive du peuple parisien qui, par dizaines de milliers s'étaient rassemblés dans une immense manifestation contre la guerre et cela au moment même où le capitalisme accélère ses préparatifs de guerre contre les pays antiimpérialistes.

L'aspiration des masses travailleuses à la paix est une aspiration saine qu'il faut soutenir sans réserve. Mais à l'époque du capitalisme décadent la lutte pour la paix passe essentiellement par la lutte pour le renversement du régime capitaliste. Si l'on veut efficacement et réellement combattre pour la paix il faut s'imprégner de cette idée de Lénine: « Si TU VEUX LA PAIX PRÉPARE LA RÉVOLUTION ».

Bien sûr, au Congrès de la Porte de Versailles, les organisateurs n'ont, ni les uns ni les autres, défendu cette conception. Les différents représentants des mouvements catholiques, protestants ou libéraux qui se succédèrent à la tribune, insistèrent essentiellement sur l'aspect meurtrier et amoral des guerres. Ils défendirent le droit de la personne humaine à disposer librement d'elle-même; ils condamnèrent les guerres quelle qu'en soit leur nature comme des actes contraires aux enseignements de la morale chrétienne ou de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

De leur côté ceux qui parlèrent au nom des organisations communistes ou influencées par elles: la C. G. T., l'U. J. R. F., l'Union des Jeunes Filles de France, etc., défendirent sur le problème de la guerre et de la paix des conceptions tout à fait différentes de celles du marxisme authentique. Non qu'ils ignorent ces conceptions, qu'ils aient oublié ce que Lénine a enseigné ou qu'ils ne sachent pas que le problème de la guerre se posera autant que durera la domination du grand capital; mais ils tentèrent de faire croire aux milliers de travailleurs qui les écoutaient, que la paix pouvait être gagnée par la propagande et l'action pour le Pacte des Cinq Grands, le désarmement général, la coexistence pacifique entre le régime capitaliste et le régime socialiste.

Il ne s'agissait évidemment pas pour ceux qui se réclament du communisme, d'imposer dans ce Congrès aux autres courants politiques ou confessionnels, leur conception doctrinale, mais rien ne les contraignait, si ce n'est le désir de faire à tout prix l'alliance avec certaines couches de la bourgeoisie, à défendre des idées diamétralement opposées au communisme authentique.

Pourtant, malgré ces graves faits, il est hors de doute que le Congrès a été, pour tous ceux qui l'ont suivi avec attention, une source d'optimisme. La guerre est proche mais à la différence de 1914 ou de 1939, le

peuple français, cette fois-ci, ne s'y engagera pas sans réagir.

Ce vaste mouvement pour la paix qui a des assises profondes dans toutes les couches laborieuses est en voie de transformation. Dans les Congrès et les vastes rassemblements les dirigeants parlent sans rire de la possibilité d'empêcher la guerre ou d'obtenir le désarmement des capitalistes. Mais à la base, dans les groupes de quartier surtout, l'élément nouveau c'est que la discussion est ouverte et librement engagée. Or, en général, il apparaît que les travailleurs qui y participent sont convaincus que rien n'arrêtera maintenant l'agression meurtrière du capitalisme. Et pourtant il n'y existe pas un sentiment de peur ou de défaite. Car les travailleurs comprennent — surtout bien sûr l'avant-garde communiste — que le règlement de compte final approche et que tôt ou tard en France il faudra suivre le chemin tracé par le peuple russe en 1917 ou le peuple chinois en 1949. La partie est loin d'être jouée pour la bourgeoisie. Les travailleurs de France ont par delà les frontières des millions de frères qui comme eux sauront au moment propice se lever contre la guerre impérialiste.

Le Congrès de Vienne où les slogans de la Porte de Versailles seront repris, où des résolutions générales seront adoptées tendant à obtenir les bases d'un compromis avec l'impérialisme, ne clôturera pas l'action des combattants de la paix. Ceux-ci, dans les quartiers et dans les usines poursuivront leurs rencontres, ils y discuteront du grand problème qui les préoccupe: celui de la paix et de la guerre et chercheront par leurs propres réflexions, les voies et moyens d'une lutte efficace contre la domination du grand capital générateur de guerre et de misère.

Michèle MESTRE.

LES VICTOIRES DU VIETMINH

Depuis deux mois les opérations militaires que conduit l'héroïque peuple du Viet-Nam contre l'envahisseur impérialiste sont entrées dans une phase nouvelle. Malgré la mobilisation de tous les efforts de guerre de la bourgeoisie française affamant les travailleurs de la métropole, en dépit de l'aide considérable de l'impérialisme américain, la situation est renversée. A la guerrilla coûteuse en hommes et pauvre en résultats, le Viet-Min a pu, par son constant travail d'organisation du peuple par le peuple, substituer une guerre d'offensive à l'outrance.

La partie qui se joue autour de Nassam est le pire coup porté au moral du corps expéditionnaire. A l'heure où nous écrivons ces lignes il n'est pas encore possible de savoir si la garnison de Nassam devra vivre son « Dunkerque ». Cependant, quel que soit le résultat, c'est une grande victoire du Viet-Min qui prouve une fois de plus que rien ne peut briser la résistance héroïque de tout un peuple uni dans sa lutte pour la libération. L'écrasement de la garnison de Nassam, c'est la défaite quasi totale d'un corps expéditionnaire condamné, s'il en a encore la force, à se replier pour conserver une simple « tête de pont »; l'échec de l'offensive Viet-Min ne serait qu'un coup de frein temporaire dans la lutte.

Le devoir de tous les travailleurs français est de se dresser plus que jamais contre cette guerre, contre l'envoi de matériel et d'exiger le retrait du corps expéditionnaire.

La lutte du peuple Viet-Namien est notre lutte, aidons-le.

IV^e Internationale ont essayé devant le tribunal de dévier le débat nous dénonçant comme des staliniens.

Tous les militants ouvriers honnêtes — quelle que soit leur position politique, stigmatiseront ceux qui se présentent mensongèrement devant l'opinion publique ouvrière comme des membres de la IV^e Internationale.

REUNION DES "Amis de La Vérité des Travailleurs"

Le vendredi 5 décembre eut lieu la deuxième réunion d'information organisée par « La Vérité des Travailleurs ». Après l'exposé de Jacques Privas sur « les courants de gauche en Europe » une discussion nourrie s'engagea qui ne se termina qu'en raison de l'heure avancée. Le débat porta surtout sur la naissance de courants révolutionnaires dans les partis de masse en Europe; particulièrement visible en Angleterre après les succès de Bevan, ils existent aussi dans les autres partis sociaux-démocrates et dans les partis communistes comme le révéla la crise Marty-Tillon.

Il fut décidé que de semblables réunions auraient lieu mensuellement à partir de janvier, le troisième vendredi du mois.

LA GUERRE POSSIBLE EN 1953

(Suite de la première page)

table sens de l'article de Staline que des travaux du Congrès du P.C. russe.

Plusieurs conclusions importantes pour le mouvement ouvrier international, et le mouvement ouvrier français en particulier, se dégagent de ce bilan de l'évolution de la situation internationale. Tout d'abord en ce qui concerne la conjoncture économique actuelle. Elle pèse sur les luttes revendicatives des masses par la crainte du chômage qu'elle inspire. Elle ne se développe pas cependant en véritable crise économique, le capitalisme disposant de marges par un nouveau développement de l'économie d'armements pour éviter dans l'immédiat une telle issue.

Elle n'évoluera pas non plus en un nouveau boom, l'ampleur déjà atteinte par le réarmement américain excluant un effet stimulant analogue à celui du lendemain de la guerre de Corée.

La perspective immédiate la plus probable est celle d'une certaine ranimation possible de l'économie à la suite des nouvelles commandes de guerre.

La perspective la plus lointaine, celle qui apparaîtra vers la deuxième moitié de l'année prochaine par contre, est celle d'une menace de véritable crise économique.

LA GUERRE POSSIBLE EN 1953

Sur le plan politique international, la victoire d'Eisenhower, c'est-à-dire de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie américaine, jointe aux difficultés inter-impérialistes, aux angoissantes perspectives économiques et aux menaces des nouveaux progrès de la révolution (ne fût-ce que de la révolution coloniale) pèseront sur les décisions de Washington dans un sens d'accentuation du cours à la guerre.

Dès la deuxième moitié déjà de l'année prochaine, quand le réarmement américain aura atteint son point optimum coïncidant avec le réarmement avancé de ses alliés occidentaux, une période critique s'ouvrira devant l'humanité : la guerre contre-révolutionnaire du capitalisme deviendra possible. Sans qu'elle éclate nécessairement en 1953 déjà, elle sera à partir de ce moment possible en tant que recours unique et inévitable du capitalisme devant toute nouvelle menace grave pour son régime : crise économique ou nouveaux progrès importants de la révolution par exemple.

Ce sont ces perspectives qui doivent guider toute l'action immédiate et lointaine du prolétariat révolutionnaire.

La politique des Partis Communistes telle qu'elle apparaît au lendemain du congrès du P.C. russe, n'est nullement adéquate pour cette préparation nécessaire. Elle continue à maintenir une confusion lamentable parmi les éléments qui veulent effectivement lutter contre l'impérialisme et le capitalisme. Elle masque les raisons de classe de la préparation à la guerre de la bourgeoisie internationale et les moyens de classe pour lutter effectivement contre ces préparatifs.

Elle s'adonne à des illusoirs campagnes et congrès « pour la paix » ne rassemblant que des éléments idéologiquement et socialement disparates, qui par nature ne peuvent sceller aucun front réel de lutte contre la guerre.

Elle sabote le seul front réel, celui du prolétariat attirant par la dynamique de son action dans la lutte effective les éléments pauvres des villes et des campagnes.

Elle est une politique sectaire. Sous des formules qui soi-disant permettent le rassemblement le plus large, telles que le « Front national uni », elle cache pratiquement un contenu le plus sectaire : celui du rassemblement à la base sous la direction du P.C. français.

Elle ignore le Front unique de parti à parti, de la base au sommet, et s'isole avant tout de toute action efficace en direction des partis socialistes.

Elle estompe la perspective de la solution socialiste et de la lutte pour le pouvoir des travailleurs concrétisée dans une première étape par le gouvernement communiste - socialiste, qu'elle ne lie pas aux campagnes particulières menées par les P.C.

Elle se prive ainsi de la possibilité de stimuler les luttes des masses effectives et de les élever comme il est nécessaire à un niveau de plus en plus haut.

Elle est une politique stérile, aboutissant à accentuer l'isolement des P.C. de plus grandes masses, à favoriser un regain d'influence de la social-démocratie dans des pays comme la France où cette dernière était en recul, et à connaître en définitive un échec total.

Telles furent, très sommairement exposées ici l'appréciation de la situation et les conclusions tirées par le 12^e Plenum du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale qui vient de se tenir en Europe. Nous les livrons à la réflexion des éléments révolutionnaires afin de guider leur action plus ample et résolue que jamais.

Jean-Paul MARTIN.

Un discours de notre camarade Samarkkody au Congrès de Pékin

Nos lecteurs savent que nos camarades Cinghalais Edmund Samarkkody et Hector Fernando faisaient partie de la délégation de Ceylan au Congrès des Peuples de Pékin. Voici un résumé du discours de Samarkkody devant la Commission de « l'Indépendance Nationale ».

Selon les paroles de Kuo Mo Jo « le mouvement pour la défense de la paix est inséparable de la lutte pour l'indépendance nationale et la liberté ». La lutte pour la souveraineté nationale assume des formes différentes dans les différents pays du sud-ouest asiatique et du Pacifique. Les Partisans de la Paix dans des pays comme la Malaisie et le Vietnam mènent une lutte armée pour la paix contre les agresseurs impérialistes. Cette lutte armée de ces Partisans de la Paix est la lutte contre l'impérialisme et c'est notre lutte, et nous les soutenons quand nous disons que cette Conférence soutient leur lutte pour l'indépendance nationale. Les Partisans de la Paix dans des pays comme la Birmanie, le Siam et le Laos mènent également une lutte armée pour la paix contre leurs propres gouvernements fantômes qui sont soutenus et dirigés par les impérialismes anglais et américain. C'est une lutte contre l'impérialisme. Dans ces pays, le contrôle politique n'est pas dans les mains des agresseurs impérialistes. Il y a une indépendance politique formelle.

Bien qu'il n'y ait pas de lutte armée dans les pays de l'Amérique latine, la position dans ces pays est quelque peu semblable. Les gouvernements fantômes des Républiques d'Amérique Latine exécutent les directives et soutiennent les plans de guerre de l'impérialisme américain. La lutte des Partisans de la Paix dans ces pays est la lutte contre l'impérialisme. Dans le cours de la lutte, les Partisans de la Paix dans ces pays sont persécutés et emprisonnés. Nous avons

besoin de tous ces Partisans de la Paix. Au Moyen-Orient, les Partisans de la Paix ont à lutter contre l'occupation militaire impérialiste. Ces Partisans de la Paix appartiennent à notre mouvement. Dans tous ces pays, on verra que, quelle que soit la forme dans laquelle elle s'exprime, la lutte pour la paix est une lutte contre l'impérialisme. Cette Conférence a ouvertement condamné l'agression impérialiste. Des délégués de divers pays ont condamné l'impérialisme. Pour englober les Partisans de la Paix dans tous les pays d'Asie, du Pacifique et du Moyen-Orient, il est nécessaire de déclarer sans équivoque que la lutte pour la paix, c'est la lutte contre l'impérialisme.

Soutenue par des délégués d'Amérique latine, du Moyen-Orient et de pays du Pacifique, cette intervention amena les stalinien et pro-stalinien de Ceylan à faire la contre-déclaration suivante : « Nous sommes opposés à identifier le mouvement de libération nationale au mouvement de la paix. Nous devons comprendre que le mouvement de la paix est un mouvement plus large et que la réalisation de la paix assurera les conditions pour la réalisation d'une indépendance réelle. Nous devons comprendre que nous sommes à une Conférence pour la paix et nous ne devons pas la réduire à une conférence anti-impérialiste. »

SOFRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

Le Gérant : M. Mestre.

Le P. C. américain soutient les trotskystes contre la « chasse aux sorcières »

De notre correspondant à New-York

Nos lecteurs se souviennent peut-être du cas Kutcher dont l'importance pour la lutte contre la « chasse aux sorcières » est considérable.

James Kutcher, un membre du S.W.P. (Trotskyiste), perdit ses deux jambes dans la campagne d'Italie de la deuxième guerre mondiale (1943), fut décoré de l'ordre du « Purple Heart » travailla après la guerre comme fonctionnaire à l'Administration des Vétérans, à Newark (New-Jersey), et perdit cette modeste place en 1948 parce qu'il est membre du S.W.P.

Le S.W.P. comprit immédiatement la nécessité d'une vaste campagne pour les droits de Kutcher. Le cas du vétéran sans jambes devint une cause célèbre. Kutcher fit des tournées à travers le pays, s'adressant aux syndicats et aux organisations libérales et minoritaires. Un Comité Kutcher fut formé. Après des militants syndicaux il trouvait un accueil sympathique ; et 700 organisations comptant, au total, plus de 5 millions de membres lui ont accordé leur appui officiel. Seuls les stalinien lui refusèrent tout soutien.

Le Comité Kutcher, avec l'aide de l'Union Américaine pour la Défense des Libertés Civiques, engageait une action juridique devant les tribunaux. Après avoir été rejeté d'abord par une Cour fédérale à Washington, la plainte de Kutcher ne manquait pas d'impressionner les juges de la Cour d'Appel. Le 16 octobre 1952, ils statuèrent que l'Administration fédérale des Vétérans n'avait pas le droit de renvoyer un fonctionnaire simplement parce qu'il appartenait à une organisation désignée comme subversive par la liste noire du Procureur Général des U.S.A. Il fallait d'abord prouver sa culpabilité individuelle et dans ce but procéder à une enquête concernant son cas individuel. La Cour ne s'opposait pas à la liste noire, mais demandait que la loyauté de chaque individu fût examinée, le fait d'appartenir à une des organisations énumérées sur la liste n'étant pas en lui-même une cause de renvoi ou de punition.

Ainsi, Kutcher a gagné une victoire partielle. Mais il n'a pas été réintégré par l'Administration des Vétérans. Sa lutte (et celle de tous les défenseurs des libertés constitutionnelles) doit continuer ; car l'affaire n'est pas encore close.

Kutcher a toujours déclaré qu'il défend la cause de toutes les victimes de la « chasse aux sorcières », y compris celle des stalinien qui l'ont tant calomnié au cours de sa campagne. Maintenant, après cinq ans, ceux-ci commencent enfin à comprendre que Kutcher n'est pas un « fasciste », mais que son cas est

NOUVELLES de l'Internationale

La 12^e Session du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Du 15 au 18 novembre s'est tenu le 12^e Plenum du C.E.I. A son ordre du jour étaient inscrites les questions suivantes :

Rapport politique sur « l'évolution de la situation internationale depuis le 11^e Plenum du C.E.I. (juin 1952) et la politique de l'Internationale ».

Rapport sur la révolution bolivienne, Rapport sur la politique et l'activité d'une série de sections européennes de la IV^e Internationale, ainsi que sur la section cinghalaise.

Rapport sur la situation de la section française.

Rapport sur les finances et la sécurité.

Ce Plenum fut, de l'avis unanime de tous les délégués, un des plus importants et des plus constructifs de la vie de l'Internationale dans ces dernières années.

Il a donné l'occasion à tous les délégués présents de constater les progrès réalisés dans les différents pays, qui démontrent une marche générale ascendante de notre mouvement international.

Il a permis d'autre part de réaffirmer la cohésion idéologique de la direction internationale qui s'accroît depuis quelques années déjà, ainsi que la compréhension grandissante des cadres de notre mouvement sur la façon de travailler dans le réel mouvement des masses de leurs pays respectifs. ...

Le Secrétariat International,

Le Secrétariat International proteste contre la condamnation de Slansky

Le Secrétariat International a diffusé un communiqué le 27 novembre intitulé « Empêchez le nouveau crime de Staline » et appelant l'opinion ouvrière et progressiste à protester contre le procès et les condamnations de Prague et ceux qui se préparent en Pologne et en Roumanie.

aussi le leur. Le « Daily Worker » stalinien a en effet publié un éditorial exprimant sa satisfaction au sujet du verdict. Ils ont mis cinq ans pour s'apercevoir de l'utilité d'un front unique des victimes de l'offensive anti-rouge du capitalisme ! il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Le Comité Kutcher peut se féliciter d'avoir fait un pas en avant. Kutcher et ses amis ont eu raison de ne pas capituler !

Charles HANLEY.

La dégénérescence du Parti Communiste Yougoslave

Le VI^e Congrès du P.C.Y. s'est tenu à Zagreb au début de novembre. Il a révélé la grave crise que ce parti traverse actuellement. Après le renversement brutal de sa politique étrangère qui tend à s'intégrer de plus en plus dans le système d'alliance des puissances impérialistes contre l'U.R.S.S., les démocraties populaires, la Chine et la révolution coloniale.

Le principal discours prononcé au Congrès, le rapport de Tito, s'efforce en vain de justifier les tournants successifs de la politique extérieure yougoslave : d'un appui critique du camp soviétique à la « neutralité entre les deux camps » ; de la neutralité entre les deux camps à un soutien à peine critique du camp impérialiste — par des sophismes couverts de la terminologie marxiste. Le véritable caractère apologiste de ce rapport apparaît de façon frappante quand on constate qu'il n'accorde aucune place importante à l'analyse de la révolution coloniale, que même un social-démocrate de gauche comme Bevan appelle, à juste titre « l'événement historique le plus important du XX^e siècle ». Au 5^e Congrès du P.C.Y. Kardelj lui-même insista sur une telle analyse.

D'autre part la dépendance croissante de l'économie yougoslave des crédits capitalistes étrangers a provoqué des difficultés croissantes pour l'industrialisation du pays. Aucun projet nouveau de plan quinquennal n'a été présenté. Les dépenses d'investissement productifs

sont radicalement diminuées. Par contre les dépenses militaires absorbent une part démesurée du revenu national.

La crise idéologique provoquée par le réalisme de la politique étrangère et la réorientation de la politique économique n'a pas trouvé une expression claire et avouée au Congrès du P.C.Y. Les dirigeants de ce parti ont constamment le mot démocratie et démocratisation à la bouche. En paroles, ils sont les partisans les plus fervents de la « lutte d'opinions ». Mais à leur Congrès, ils se vantent d'une soi-disant unanimité monolithique, vantardise qui ne trompe personne.

Le P.C.Y. développe une propagande intense sur les progrès réalisés par l'auto-administration des collectifs ouvriers dans les entreprises. Nous ne pouvons pas contrôler si cette propagande correspond à la réalité. Mais une chose est certaine : aussi longtemps que la libre discussion sera supprimée dans le parti lui-même, elle n'existera certainement pas dans la classe ouvrière. Car la discussion politique de tous les grands problèmes cruciaux d'économie et de relations internationales, qui détermine en définitive la réalité nationale sous tous ses aspects, voilà ce qui est absent aujourd'hui en Yougoslavie. Voilà ce qu'il faut rétablir avant tout, si l'on veut ramener l'Etat ouvrier en danger sur la voie du salut.

M. BLANCHARD.

DU FRONT UNIQUE CONTRE LE CHOMAGE à la lutte pour le Gouvernement Communiste-Socialiste

La crise économique s'accroît dans la plupart des branches de l'économie française. D'après les chiffres officiels le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'est accru de 20 % depuis le 1^{er} octobre (142.800 contre 118.600). La S. I. O. P. (ex-Rosengart), les Ateliers de Bondy, Willème ont licencié plus d'un millier d'ouvriers. Forts licenciements également aux Chantiers et Ateliers de Provence à Port-de-Bouc, aux Fonderies de Champagne dans la Haute-Saône, à l'Usine Léopold dans le Bas-Rhin. Chez Renault la direction a réduit les heures de travail et parle de licenciements importants à la fin du mois.

« Les Echos », journal financier et économique de la grande bourgeoisie écrivait récemment : « Peut-être la mise en route des commandes d'armement pourra-t-elle donner aux diverses branches d'industrie mécaniques et transformatrices des métaux une activité en rapport avec leurs moyens de production. »

C'est en effet le développement de la production d'armement qui peut réduire la crise des débouchés dont souffre le capitalisme français. Les masses travailleuses ne peuvent plus consommer, faute d'un pouvoir d'achat suffisant, la production du pays; les marchés étrangers sont saturés; il ne reste plus à la bourgeoisie française que d'obtenir l'accroissement des commandes militaires pour faire tourner les usines et sauvegarder ses profits.

POURQUOI LES OUVRIERS ACCEPTENT-ILS DE PRODUIRE POUR LA GUERRE?

Dans l'ensemble la classe ouvrière par crainte du chômage et de la misère accepte sans combat de produire pour la guerre. Dans les usines, les heures supplémentaires et les cadences infernales sont appliquées sans résistance. Mais plus que la situation économique ou même la répression bourgeoise, les multiples échecs des grèves depuis 1947 et la division syndicale actuelle pèsent sur le mouvement ouvrier.

C'est pourquoi la modification de la situation dans le mouvement ouvrier dépend essentiellement de la politique suivie par les syndicats.

SABOTAGE de la grève des étudiants

La rentrée des Facultés a signifié pour les étudiants un accroissement de leurs difficultés matérielles: pas de logements à prix raisonnable, peu de places dans les restaurants universitaires où la qualité des repas baisse constamment en raison du déficit. La raison d'une telle situation? L'absence de crédits gouvernementaux, sans cesse bloqués, malgré des promesses sans cesse renouvelées.

Le mécontentement de tous était si vif que la direction de l'Union Nationale des Etudiants de France se vit obligée de lancer, à l'appui des revendications étudiantes, un ordre de grève pour le 13 novembre. L'unanimité se fit rapidement, à la base, pour la préparation de cette journée. Unanimité telle qu'André Marie, Ministre de l'Education Nationale, prit peur et accorda une satisfaction partielle aux étudiants: il fit inscrire au budget des crédits pour les constructions et promit d'éponger le déficit des restaurants, sans augmentation du prix des repas. Mais, en même temps, il usa de tous les moyens pour faire retirer l'ordre de grève. Le bureau national de l'U. N. E. F. céda sans résistance.

Les étudiants ne s'estimèrent pas satisfaits, cependant, de cette demi-victoire, spontanément ils se prononcèrent, dans leur majorité, pour le principe de la grève, limitant ainsi les effets néfastes de la capitulation de leurs dirigeants.

La grève étudiante a été un mouvement manqué, par la faute de la direction de l'U. N. E. F. Malgré cela, beaucoup d'étudiants ont, pour la première fois, à cette occasion, compris les possibilités que leur offrait l'action unie, démocratiquement préparée, face à ce gouvernement toujours plus sourd à leurs revendications. Les tâches à accomplir restent grandes: les crédits pour les logements et les constructions doivent être augmentés; le pré-salaire doit être institué, la réforme de l'enseignement est admise. S'ils savent, ainsi que l'a indiqué la Fédération des Etudiants Communistes, profiter de chaque possibilité de propagande et d'action; s'ils parviennent à relier leur lutte à celle des syndicats professionnels, les étudiants pourront reprendre, dans l'unité la plus large, l'offensive qu'imposent leurs conditions de vie précaires.

Au dernier Comité Confédéral de la C. G. T. Benoit Frachon déclarait avec justesse: « la classe ouvrière se rend parfaitement compte que les conditions de lutte sont plus dures et qu'elles exigent de NOUS plus de soins dans son organisation ».

Mais que doit-on entendre par « plus de soins » dans la préparation des luttes?

A notre avis deux questions essentielles: le Front Unique ouvrier et la clarté sur le but final à atteindre.

L'IMPORTANCE DU MOT D'ORDRE DU FRONT UNIQUE OUVRIER

Il faut lutter contre le chômage, contre les licenciements, pour les augmentations de salaires, pour les 40 heures payées 48. Mais comment réussir à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans le combat?

En menant une politique conséquente et persévérante de Front Unique entre les centrales syndicales ouvrières. A la base les travailleurs sont prêts à s'unir mais ils veulent qu'au sommet leurs dirigeants s'unissent aussi, car sans cette unité d'action leur combat est voué à l'échec.

Or, qu'a dit à ce propos Benoit Frachon au Comité Confédéral de la C. G. T., de cette C. G. T. qui a l'influence la plus décisive sur le mouvement ouvrier?

« Nous abusons un peu de la répétition de lettres à certaines directions d'autres organisations syndicales. Sans doute il faut écrire, faire des propositions mais si c'est simplement par acquit de conscience et POUR RECEVOIR UN REFUS SANS SUITE, C'EST PARFAITEMENT INUTILE. »

Nous ne pensons pas, quant à nous, que les diverses propositions d'unité d'action faites depuis septembre 1951 par la direction de la C. G. T. à la direction de F. O. aient été inutiles. Celle-ci a répondu par une fin de non recevoir mais elle n'a pu empêcher que le courant unitaire se trouve renforcé par les lettres de Frachon à Botheau. Celui-ci aurait pris une ampleur plus vaste si ces lettres avaient été systématiquement reprises, popularisées, défendues par tous les militants de la C. G. T. dans les Fédérations, les Unions départementales, les Unions locales, les Syndicats. C'était

là le chemin qui pouvait conduire à un nouveau juin 1936.

L'orientation extrêmement sectaire adoptée au dernier Comité Confédéral de la C. G. T. peut avoir les pires conséquences pour le mouvement ouvrier. Et elle ne fera que favoriser la politique antiunitaire et anticégétiste des dirigeants de F. O.

PRECISER LE BUT FINAL A ATTEINDRE

Depuis 1947 les ouvriers ont arraché de nombreuses augmentations de salaires. Mais toujours la bourgeoisie leur a repris d'une main ce qu'elle leur avait accordé de l'autre. Les ouvriers ont compris: rien ne sera réglé tant que durera le pouvoir du grand capital.

Cette préoccupation nous la retrouvons dans le discours de Benoit Frachon insistant sur la nécessité de « montrer clairement à l'ensemble des travailleurs que leur lutte constante aboutira à une issue plus concrète, aux changements qu'ils attendent ». Mais de fait, aucune précision n'a été apportée par le Comité Confédéral, aucune indication n'a été donnée sur le but final à atteindre.

Quand une direction est en deçà des aspirations des masses, elle peut difficilement les entraîner, elle ne peut avoir toute leur confiance.

Il faut dire clairement aux travailleurs: le but final de toutes vos luttes c'est le renversement du régime capitaliste, c'est l'instauration de votre propre gouvernement, d'un gouvernement de Front Unique communiste-socialiste.

Si les dirigeants de la C. G. T. adoptaient une telle politique, non seulement ils favoriseraient vraiment le retournement de la situation en France, mais encore ils rendraient à la C. G. T. toute sa puissance et toute sa force. Dans les usines les militants de la C. G. T. qui comme le signalait Benoit Frachon « s'inquiètent des difficultés à organiser la lutte » pourraient enfin combattre efficacement contre toutes les formes des préparatifs de la guerre impérialiste.

En 1953, vous paierez plus d'impôts pour la guerre

RECETTES	(en milliards de francs)		DEPENSES	
	1953	1952		
Contributions directes.	945	781	Budget civil.	1.484
Impôts indirects.	486	421	Investissements.	992
Taxes sur le ch. d'affaires. 1.275	1.247		Depenses militaires.	1.279

● Le Projet de Budget 1953 prévoit une augmentation des recettes par l'augmentation des impôts sur les salaires, sur les denrées nécessaires à la consommation, les impôts payés par les petits commerçants, les artisans, les petits paysans. Cette augmentation doit être d'environ 9 %.

● Pour les dépenses, le budget militaire qui s'augmente officiellement de 10 milliards seulement représente encore 1/3 des dépenses totales prévues. Mais dans les faits ce chiffre astronomique sera encore dépassé car il faut d'ores et déjà y ajouter: 44 milliards de dépenses « conditionnelles » prévues pour le cas où les Etats-Unis ne donneraient pas suffisamment de subsides; 10 milliards pour les services de police et les créations de 10 compagnies supplémentaires de C. R. S.

● Les dépenses d'investissements semblent devoir augmenter. Mais de fait il n'en est rien car les chiffres de référence donnés pour l'année 1952 ne sont pas exacts. En effet, si le gouvernement a bien consacré 877 milliards de francs au poste « investissement » en 1952, le projet de budget 1952, qui est la seule référence valable pour le projet de budget 1953, prévoyait 1.045 milliards de francs. Entre les deux projets il y a donc une diminution de 53 milliards de francs.

● Enfin, pour le budget civil le chiffre semble énorme et en progression. Mais voici quelques références qui permettent de voir la part exacte des dépenses civiles par rapport aux dépenses totales: éducation nationale 6,20 %, santé publique 1,55 %, reconstruction 0,37 %.

L'affaire Marty-Tillon

(Suite de la première page)

militants communistes. Le B. P., dans son document du 3 octobre, ne dit-il pas: « D'excellents camarades ont pu croire... que la classe ouvrière aurait dû prendre le pouvoir à la libération? »

C'est aussi un fait bien connu que nombre de militants, tout en votant en 1945 les résolutions du C. C. d'Ivry, n'en ont pas moins cherché le moyen de conserver les armes. (De la même façon qu'aujourd'hui beaucoup voteront les sanctions contre Marty et Tillon, tout en pensant politiquement dans le même sens qu'eux.)

Et combien de militants, malgré ce que Mauvais appelle la « caractéristique politique » stalinienne, considèrent effectivement les trotskystes comme un courant du mouvement ouvrier révolutionnaire!

L'affaire Marty-Tillon a montré que pendant plus de 8 ans, les idées défendues par nous étaient aussi celles qui animaient un courant de militants communistes (dont beaucoup ne savaient rien d'autre du trotskysme que les calomnies déversées par leur direction), et que ce courant de gauche

était politiquement si puissant qu'il parvenait à cette direction même.

Et maintenant? Les attitudes de Marty et de Tillon à l'avenir peuvent avoir de sérieuses répercussions. Ils peuvent stimuler la pensée révolutionnaire de milliers de militants communistes en développant une politique communiste ou au contraire, aboutir comme ce fut souvent le cas de ruptures passées à leur faire penser qu'en dehors de l'obédience stalinienne il y a le néant politique ou l'ennemi de classes. L'avenir répondra à cette question et, espérons que la réponse sera positive.

Mais, les attitudes futures de ces deux hommes n'entraineront pas seules en ligne de compte. La situation qui a fait mûrir un courant de gauche dans le P. C. F. va en s'accroissant. La guerre qui vient et la montée révolutionnaire des masses sur tous les continents, pousseront un nombre grandissant de militants communistes plus vigoureusement encore vers les positions de la IV^e Internationale, de la révolution mondiale.

CHEZ RENAULT.

LA BAISSÉ PINAY SUR LES FEUILLES DE PAYE

Quand les ouvriers ont appris la réduction des heures de travail à la 4 chevaux, ils ont pensé d'abord avec un certain contentement qu'ils auraient le samedi et le dimanche pour se reposer. Mais la réduction des heures de travail c'est aussi la réduction des salaires puisque Lefaucheux ne veut pas les 40 heures payées 48.

Déjà, en ayant touché une paye basée sur les 45 heures, les ouvriers ont pu s'apercevoir d'une diminution de 4 à 5.000 francs. Quand nous allons toucher une paye basée sur les 40 heures la différence sera encore plus grande.

Lefaucheux cherche un moyen pour réduire le prix de la 4 chevaux de 100.000 francs de façon à combattre la concurrence de la 4 chevaux allemande. S'il y arrive cela ramènera les 45 et peut-être les 48 heures. Il y a aussi les commandes militaires possibles. Bien sûr les ouvriers pensent: par ce moyen nous aurons du travail et il n'y aura plus le danger du chômage. Cela est vrai mais les cadences infernales continueront, ainsi que l'exploitation et, au bout, si on se laisse faire, il y aura la guerre.

Correspondant ouvrier.

A LA S. I. O. P.

APRES LES LICENCIEMENTS

A la suite de la fermeture de la S. I. O. P. et du licenciement de 1.400 ouvriers, un Comité de défense s'est constitué. Il a obtenu le réembauchage de plusieurs centaines d'ouvriers. Ainsi la lutte contre les licenciements s'organise. Mais de nombreux travailleurs n'ont pas été repris. Leur situation est souvent dramatique car ils n'ont pu trouver de travail dans les usines avoisinantes où le chômage sévit aussi. Souvent d'ailleurs les patrons de ces entreprises en profitent pour proposer des salaires bien en-dessous des taux de qualification. A la S. I. O. P. tout le monde aurait du travail si le gouvernement acceptait de faire à l'usine actuellement en difficulté une avance de trésorerie. Mais s'il y a des crédits pour la guerre d'Indochine il n'y en a pas pour faire travailler les ouvriers.

DANS LE LABEUR

LE CHANTAGE AU CHOMAGE

Le développement du chômage dans l'industrie du Livre est maintenant un grave problème. Dans la région parisienne de nombreux ouvriers sont sans travail et des travailleurs très qualifiés sont souvent obligés de se faire embaucher en-dessous de leur qualification s'ils veulent ramener une paye à la maison. Mais il faut dire aussi que dans certaines entreprises on fait encore des 50 et des 56 heures de travail par semaine. Ce qu'il faudrait commencer à appliquer partout ce sont les 40 heures payées 48. Pour cela la première condition c'est l'unité d'action entre tous les syndicats.

CHEZ SALMSON.

DES SALAIRES! PAS D'OBUS!

Chez Salmson à Billancourt, le chômage n'a pas fait son apparition mais il faut dire qu'une partie importante de l'usine travaille pour les armements. La production des obus est particulièrement développée. Dans les ateliers où l'on travaille pour la guerre, les cadences sont de plus en plus élevées. Il faut produire de plus en plus vite ou contrôler de plus en plus vite les obus qui servent à tuer nos frères du Viet-Nam. Mais si les cadences augmentent, les salaires, eux, restent des salaires de famine.

Correspondant ouvrier.

CHEZ LES FONCTIONNAIRES.

UNION POUR LA DEFENSE DES LIBERTES

Un Comité ministériel patronné par Vincent Auriol est en train de mettre au point l'organisation de la chasse aux sorcières chez les fonctionnaires. Ainsi qu'il sera coupable de délit d'opinion se verra privé de son emploi et... emprisonné si besoin est. On ne faisait pas mieux du temps de Vichy.

Un Comité de défense des libertés statutaires et constitutionnelles des fonctionnaires, regroupant les cadres de la fonction publique vient de se constituer.

Tous les fonctionnaires, quelque soit leur degré hiérarchique, doivent s'y rassembler.

Service d'Edition et de Librairie A l'occasion des Fêtes du Nouvel An vous offrirez des livres. Achetez-les au S. E. L.

Marxisme, Littérature, Art.
Livraison franco sous 8 jours.